



REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Nombre de conseillers en exercice : 33

L'an deux mille vingt six, le neuf février à 18 heures 00 par suite de la convocation de Monsieur le Maire en date du 3 février 2026 le Conseil Municipal s'est réuni à la Maison de l'Enfance et de la Famille - Salle La Minot, sous la présidence de Monsieur Jérôme DUBOST, Maire

Présent(e)s : 27

Jérôme DUBOST, Fabienne MALANDAIN, Nicolas SAJOUS, Agnès SIBILLE, Eric LE FEVRE, Pascale GALAIS, Yannick LE COQ, Christel BOUBERT, Sylvain CORNETTE, Véronique BLONDEL, Gilles BELLIERE, Patrick DENISE, Cédric DESCHAMPS-HOULBREQUE, Isabelle NOTHEAUX, Aurélien LECACHEUR, Édith LEROUX, Nicolas BERTIN, Thierry GOUMENT, Jean-Luc HEBERT, Andrée BAR, Romain DELAMARE, Aliké PERENDOUKOU, Philippe QUERNE, Laurent GILLE, Virginie LAMBERT, Arnaud LECLERRE, Agnès MONTRICHARD

Excusé(e)s ayant donné pouvoir : 5

Isabelle CREVEL donne pouvoir à Christel BOUBERT
Jean-Pierre LAURENT donne pouvoir à Jérôme DUBOST
Virginie VANDAELE donne pouvoir à Fabienne MALANDAIN
Corinne CHOUQUET donne pouvoir à Laurent GILLE
Nicole LANGLOIS donne pouvoir à Virginie LAMBERT

Excusé(e)s / Absent(e)s : 1

Damien GUILLARD

Secrétaire de séance

Romain DELAMARE est désigné Secrétaire de séance

CONSEIL MUNICIPAL

du 9 février 2026

M_DL260209_026

MARCHES PUBLICS - DOTATION GLOBALE D'EQUIPEMENT DES TERRITOIRES RURAUX (DETR) ET DOTATION DE SOUTIEN A L'INVESTISSEMENT LOCAL (DSIL) 2026 - DEMANDES DE SUBVENTION - PLANS DE FINANCEMENT - ADOPTION - AUTORISATION

Monsieur Eric LE FEVRE, Adjoint au Maire - Comme chaque année, la Ville fait partie des collectivités éligibles au titre de la dotation d'équipement des territoires ruraux (D.E.T.R.) et de la dotation de soutien à l'investissement local (D.S.I.L.) et doit faire parvenir à Monsieur le Préfet de Seine-Maritime, la liste de ses demandes de subvention.

L'appel à projet du Préfet de la Seine-Maritime du 16 décembre 2025, énumère les catégories éligibles suivantes :

Pour la DETR :

1 – BATIMENTS SCOLAIRES ET PERISCOLAIRES : construction et réhabilitation

1a – réhabilitation et extension des bâtiments scolaires, cour d'école

1b – construction de classes primaires et maternelles

1c – construction et amélioration des restaurants scolaires

1d – dédoublements de classes CP et CE1

2 – BATIMENTS COMMUNAUX ET INTERCOMMUNAUX : construction et réhabilitation

2a – construction et réhabilitation des mairies, bâtiments techniques, E.R.P., salle des fêtes

2b – travaux de rénovation énergétique et sécurisation des bâtiments communaux et intercommunaux

2c – mise aux normes et mise en accessibilité des bâtiments communaux et intercommunaux

2d – construction et réhabilitation des équipements sportifs de taille modérée (moins de 100 000 € HT)

3 – SECURITE : travaux et équipements liés à la sécurité

3a – équipements de lutte contre l'incendie (conformité au RDDECI)

3b – équipements de vidéoprotection

3c – sondages et comblements de cavités souterraines (études seules inéligibles)

4 – EDIFICES CULTUELS : non inscrits et non classés au patrimoine historique

4a – restauration extérieure : couvertures, charpentes et maçonnerie extérieure

4b – restauration intérieure, vitraux

5 – CIMETIERES : agrandissement et aménagement des cimetières (exclusion des dépenses d'entretien et les reprises de concessions)

5a – création de columbarium, cavurnes, jardin des souvenirs,

5b – réfection des murs d'enceinte, clôtures, accessibilité PMR des allées

6 – VOIRIE : travaux de création et d'extension (hors routes départementales et hors dépenses liées aux eaux pluviales et à l'assainissement – exclusion des dépenses d'entretien)

6a – voirie communale : aménagements de sécurité, signalisation, sentier pédestre, pistes cyclables, voies vertes, parkings, parcs (dont jeux pour enfants fixés au sol) et aménagements paysagers

6b – voirie intercommunale pour les communes de moins de 2 000 habitants

7 – DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE : travaux d'aide au développement économique

7 – création, extension de zones d'activités

8 – ESPACES MUTUALISES ET D'OFFRES DE SERVICES A LA POPULATION

La présente délibération pourra faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Rouen dans un délai de deux mois suivant sa date de publication ou de sa notification et conformément aux dispositions des articles R421-1 à R421-5 du code de justice administrative. Le Tribunal susmentionné peut être saisi par l'application « Télérecours citoyens » accessible à l'adresse suivante : www.telerecours.fr

8a - création, extension et réhabilitation de locaux points d'accueil numériques, création Espace France Services* (le projet doit être labellisé)

8b - aménagement de maison de santé pluridisciplinaire ou pôle de santé libéral et ambulatoire

8c - maison d'assistantes maternelles

9 - EQUIPEMENTS INFORMATIQUES

9a - accès au numérique dans les écoles et dans les écoles de musique communales et intercommunales (travaux de câblage, tablettes numériques, vidéoprojecteurs, tableaux interactifs)

9b - installation de pare-feu contre les cyber-attaques

9c - acquisition de matériel et logiciel dédiés à la dématérialisation via @ctes (actes d'urbanisme, adoption du référentiel M57, etc) : kit de base, ordinateur, imprimante et scan

10 - DISPOSITIFS EN FAVEUR DES GENS DU VOYAGE

10a - travaux et aménagements des aires permanentes d'accueil

10b - travaux et aménagements des aires de grands passages

10c - travaux d'aménagements des terrains familiaux locatifs

11 - STATIONS D'EPURATION (maximum 10 % de l'enveloppe DETR/DSIL)

11 - Travaux de mise en conformité des installations d'assainissement : collecte et traitement des eaux usées et pluviales - avec conditions d'éligibilité

Pour la DSIL :

1. rénovation thermique, transition énergétique, le développement des énergies renouvelables ;
2. mise aux normes et de sécurisation des équipements publics ;
3. développement d'infrastructures en faveur de la mobilité ou de la construction de logements ;
4. développement du numérique et de la téléphonie mobile ;
5. création, transformation et rénovation des bâtiments scolaires ;
6. réalisation d'hébergements et d'équipements publics rendus nécessaires par l'accroissement du nombre d'habitants ;

Compte-tenu de ces éléments, il est proposé de présenter les dossiers suivants à la DETR :

- Défense extérieure contre l'incendie (DECI) : création de poteaux incendie pour mise en conformité et couverture des zones blanches sur les sites suivants : Ferme Colboc - Ferme d'Epaville - Secteur Valadry - Montant subventionnable : 107.725 € HT
- Travaux de mise en accessibilité pour les personnes à mobilité réduite de la salle Sibran et des vestiaires du stade Jules Tauvel - Montant subventionnable : 83.000 € HT

et le dossier suivant à la DSIL :

- Renforcement des charpentes du GMT (cours 6 et 7) - Montant subventionnable : 192.672,78 € HT

Dont les plans de financement sont présentés ci-après :

Défense extérieure contre l'incendie (DECI)

DEPENSES		RECETTES	
Travaux Ferme Colboc	27 029,00	Subvention Etat DETR (Dotation d'Equipement des Territoires Ruraux) (40%)	43 090,00
Travaux Ferme d'Epaville	49 767,00	Département (30 %)	17 387,00
Travaux secteur Valadry	30 929,00	Département (30 % déjà acquise)	14 930,00
		FCTVA (16,404%)	21 205,45
TOTAL HT	107 725,00		
TVA (20 %)	21 545,00	Part Ville de Montivilliers	32 657,55
TOTAL TTC	129 270,00	TOTAL	129 270,00

FINANCEURS	Précisez si sollicité ou acquis	MONTANT
		(au centime près)
DETR	Sollicité	43 090,00
Département	Sollicité	17 387,00
Département	Acquis	14 930,00
<i>Sous-total – aides publiques</i>		75 407,00

Autofinancement sur fonds propres	32 318,00
<i>Sous-total – Autofinancement</i>	32 318,00

TOTAL DES RESSOURCES	107 725,00
(= coût prévisionnel total H.T.)	

Travaux de renforcement du GMT (cours 6 et 7) :

DEPENSES		RECETTES	
Montant dépenses HT	192 672,78	Subvention Etat DSIL (Dotation de Soutien à l'Investissement Local) (30 %)	57 801,83
		Subvention Département (30 %)	57 801,83
		Subvention CU Sports (12 %)	23 120,73
		FCTVA (16,404 %)	37 927,25
TVA (20 %)	38 534,56	Part Ville de Montivilliers	54 555,68
TOTAL TTC	231 207,34	TOTAL	231 207,34

FINANCEURS	Précisez si sollicité ou acquis	MONTANT
		(au centime près)
DSIL	Sollicité	57 801,83
Département	Sollicité	57 801,83
CU Sports	Sollicité	23 120,73
Sous-total – aides publiques		138 724,40
Autofinancement sur fonds propres		53 948,38
Sous-total – Autofinancement		53 948,38
TOTAL DES RESSOURCES		192 672,78
(= coût prévisionnel total H.T.)		

Travaux de mise en accessibilité pour les personnes à mobilité réduite :

DEPENSES		RECETTES	
Travaux	83 000,00	Subvention Etat DETR (Dotation d'Equipement des Territoires Ruraux) (30%)	24 900,00
		Département (30 %)	24 900,00
		FCTVA (16,404%)	16 338,38
TVA (20 %)	16 600,00	Part Ville de Montivilliers	33 461,62
TOTAL TTC	99 600,00	TOTAL	99 600,00

FINANCEURS	Précisez si sollicité ou acquis	MONTANT
		(au centime près)
DETR	Sollicité	24 900,00
Département (uniquement sur le montant des travaux de Louise Michel)	Sollicité	24 900,00
Sous-total – aides publiques		49 800,00

Autofinancement sur fonds propres	33 200,00
Sous-total – Autofinancement	33 200,00

TOTAL DES RESSOURCES	83 000,00
(= coût prévisionnel total H.T.)	

Compte tenu de ces éléments d'information, je vous propose d'adopter la délibération suivante :

LE CONSEIL MUNICIPAL,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment ses articles L.2334-32 à L.2334-39, L.2334-42, R.2334-19 à R.2334-35 et R.2334-39 ;

VU la circulaire préfectorale de lancement des appels à projets pour la dotation d'équipement des territoires ruraux (DETR) et la dotation de soutien à l'investissement local (DSIL) pour l'exercice 2026, du 16 décembre 2025 ;

CONSIDÉRANT :

- Que l'appel à projets de la dotation d'équipement des territoires ruraux (DETR) et de la dotation de soutien à l'investissement local (DSIL), par la circulaire préfectorale du 16 décembre 2025, permet de financer certains projets d'investissement de la Ville ;
- Que la défense extérieure contre l'incendie et les travaux de mise en accessibilité pour les personnes à mobilité réduite correspondent à une des catégories éligibles à la DETR ;
- Que le renforcement des charpentes du GMT correspond à une des catégories éligibles à la DSIL ;
- Que ces dotations représentent un intérêt pour la collectivité au regard des projets potentiellement éligibles ;

La présente délibération pourra faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Rouen dans un délai de deux mois suivant sa date de publication ou de sa notification et conformément aux dispositions des articles R421-1 à R421-5 du code de justice administrative. Le Tribunal susmentionné peut être saisi par l'application « Télérecours citoyens » accessible à l'adresse suivante : www.telerecours.fr

VU le rapport de Monsieur **Eric LE FEVRE**, Adjoint au Maire en charge des Finances, des Marchés publics et des Grands Projets ;

Après en avoir délibéré,

DÉCIDE

- D'adopter les projets suivants :

- Défense extérieure contre l'incendie (DECI) : création de poteaux incendie pour mise en conformité et couverture des zones blanches sur les sites suivants : Ferme Colboc – Ferme d'Epaville – Secteur Valadry ;
- Travaux de renforcement des charpentes du GMT (cours 6 et 7) ;
- Travaux de mise en accessibilité pour les personnes à mobilité réduite de la salle Sibran et des vestiaires du stade Jules Tauvel ;

- D'adopter les plans de financement correspondants présentés ci-dessus;

Imputation budgétaire

Exercice 2026
Budget principal

PROJET	OPÉRATION	NATURE	SOUS-FONCTION
DECI : création de poteaux incendie pour mise en conformité et ouverture des zones blanches	10113 : défense incendie	2315 : installations, matériel et outillage techniques	12 : incendie et secours
GMT : renforcement des charpentes des cours 6 et 7	10411 : GMT	2313 : constructions	321 : salles de sport, gymnases
Travaux d'accessibilité	1016 : accessibilité	2313 : constructions	01 : opérations non ventilables

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ DES SUFFRAGES EXPRIMÉS.

Pour : 32

Contre : 0

Ainsi délibéré, les jours, mois et an susdits.

Pour extrait conforme au registre dûment signé.

